

Selon l'USAID, une gestion efficace de l'eau peut prévenir des conflits

Dossier de la rédaction de H2o
March 2014

D'après un nouveau rapport de l'Agence des États-Unis pour le développement international - USAID, les pays dont l'approvisionnement en eau n'est pas fiable sont plus exposés aux conflits. Le rapport, intitulé "Water and Conflict: A Toolkit for Programming" (Eau & Conflit : une stratégie de gestion), a été rendu public le 24 février au Centre international Woodrow Wilson, à Washington. Il ressort que les conflits naissent souvent de la concurrence pour l'accès à l'eau ainsi que d'autres ressources naturelles. Une gestion efficace de l'eau peut permettre aux parties aux revendications opposées de se réunir pour éviter un conflit et œuvrer à la conciliation.

Le rapport a été rédigé afin de servir de ressource pour les professionnels de l'aide et du développement dans les zones fragiles et touchées par des conflits, a déclaré Melissa Brown, directrice du bureau de gestion et d'atténuation des conflits de l'USAID. Dans les pages d'introduction, Mme Brown affirme que le rapport peut guider les professionnels du développement au moment d'évaluer les risques de conflits d'une région ainsi que les possibilités de négocier la paix et de promouvoir la résilience. Le rapport indique également que la croissance démographique et les déplacements de population vers les zones urbaines constituent des défis majeurs pour la gestion des infrastructures hydriques. La demande accrue ira de pair avec la concurrence à l'eau si la disponibilité en eau potable par habitant n'est pas garantie de manière efficace et équitable. Pour une gestion efficace de l'eau, il convient également de tenir compte de facteurs tels que la très forte demande dans les secteurs agricole et industriel et de partager les informations concernant les fluctuations de l'approvisionnement en eau et la sécurité de l'eau, indique le rapport. "Le partage efficace des informations relatives à l'eau dans des situations d'urgence, telles que les inondations ou les contaminations graves, est fondamental pour protéger la santé humaine et environnementale, ainsi que pour gérer les sentiments d'insécurité dans des situations tendues et précaires", précise le rapport. Un autre facteur qui a lui aussi une incidence sur la gestion de l'eau est celui du manque de transparence concernant les droits sur l'eau et les contrats du secteur privé qui peuvent cacher des traitements de faveur ou une corruption de la gouvernance, indique le rapport. "La corruption peut accroître la marginalisation et l'exploitation des populations défavorisées et vulnérables", souligne-t-il. Certaines pratiques traditionnelles, les politiques de l'eau, les courants en amont et en aval, la pollution, le changement climatique et les catastrophes naturelles sont autant de facteurs qui affectent également la disponibilité, la qualité et l'accès à l'eau, indique le rapport. Il affirme qu'une faible résilience aux perturbations environnementales peut faire baisser la productivité économique, faire augmenter le chômage et porter atteinte à la perception publique quant aux compétences des institutions gouvernementales.

"L'eau représente un intérêt commun même dans des communautés ou régions qui sont par ailleurs profondément divisées", a déclaré Chris Kosnik, le directeur intérimaire du bureau responsable

des ressources en eau au sein de l'USAID, lors de l'ouverture au Centre Wilson. "L'eau peut être un puissant facteur de cohésion, favorisant la coopération et la négociation, plutôt que la rivalité et la violence", a-t-il ajouté. M. Kosnik a annoncé que pour la première fois, à partir de 2014, l'USAID disposera d'une stratégie centrée sur l'eau. L'effort prévu sur cinq ans vise à garantir que 10 millions de personnes supplémentaires aient un meilleur accès à l'eau potable, que 6 millions de personnes reçoivent un meilleur accès à l'assainissement, et que 3 autres millions aient accès à une meilleure productivité agricole.

Le rapport encourage notamment les pays à établir des relations de collaboration formelles et informelles entre institutions dans les secteurs du contrôle et de la gestion de l'eau, ainsi que dans l'investissement. Il affirme également que les pays doivent rendre l'accès à l'eau potable plus abordable et équitable, améliorer la connaissance des citoyens relative à l'eau en tant que ressource et sur son utilisation, améliorer la communication entre les citoyens et les décideurs politiques, et tenir compte du risque de conflits liés à l'accès à l'eau. "La gestion juste et efficace des ressources hydriques nous concerne tous", a souligné Mme Brown.

Kathryn McConnell, IIP Digital (Washington) - 25-02-2014

Water and Conflict: A Toolkit for Programming